

## REPUBLIQUE DU BURUNDI



### **OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT SUR LES PROPOSITIONS DE CERTAINS GROUPE A LA 4ème SESSION DU DIALOGUE INTERBURUNDAIS**

### **OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT BURUNDAIS SUR LES PROPOSITIONS DES DIFFERENTS GROUPE LORS DE LA 4ème SESSION DU DIALOGUE INTERBURUNDAIS A ARUSHA DU 27 NOVEMBRE AU 08 DECEMBRE 2017**

---

#### **I. GROUPE DE CERTAINS PARTIS POLITIQUES ET ACTEURS POLITIQUES QUI SE SONT RETIRES POUR TRAVAILLER EN DEHORS DES CONSIGNES DONNEES PAR LE PACILITATEUR JUSTE APRES L'OUVERTURE DES CEREMONIES**

1. **Profonde crise politique et sécuritaire au Burundi**: Il n'existe pas de crise politique et sécuritaire au Burundi. Ce ne sont qu'uniquement des problèmes politiques qui existent entre les politiciens burundais. De surcroît, le Burundi connaît actuellement des institutions légitimes issues des élections démocratiques de 2015. Ces politiciens avaient tenté de créer cette crise par le Coup d'Etat du 13 mai 2015 mais en vain. La paix et la sécurité règnent partout dans le pays.
2. **Accord**: Ils parlent d'un Accord alors que nous sommes dans un Dialogue et non dans des négociations. Les négociations ont été terminées en 2000 et l'Accord y relatif est en train d'être mis en application par le Gouvernement Burundais.
3. Concernant les questions relatives à la **Constitution de la République**, à la **Sécurité** dans le pays et à la mise en place de la **Commission Electorale Nationale Indépendante CENI**, elles relèvent de la souveraineté du pays comme le stipule l'actuelle constitution de la République du Burundi. Ce ne sont pas les étrangers qui s'ingèrent dans ces questions pour un pays indépendant et souverain. Signalons en outre que **le Burundi participe à la recherche de la paix et de la sécurité dans le monde comme Somalie, en Centre Afrique et ailleurs.**
4. **Les 11 éléments cités à la page 4 de leurs documents sont des mensonges et montages** qu'ils vendent à nos anciens colonisateurs pour qu'ils continuent à les aider à concrétiser le putsch du 13 mai 2015. Ces mensonges et montages sont les suivants:
  - Une grave violation des droits de l'homme ;
  - Plusieurs morts et plusieurs blessés enregistrés au niveau du pays ;

- Une grande perturbation des activités économiques et sociales du pays ;
  - Une grave insécurité dans le pays ;
  - Un flot des réfugiés burundais a l'extérieur du pays ;
  - Une peur grandissante dans le pays ;
  - Une radicalisation politique entre l'opposition et le pouvoir en place ;
  - Une suspension des appuis financiers au Burundi par certains partenaires bilatéraux comme l'UE, la Belgique, la Suisse, la France, les USA, l'Allemagne et la Hollande ;
  - Une résurgence des groupes armés faisant planer sur le pays le spectre d'une reprise de la Guerre Civile ;
  - Une dangereuse division au sein des Forces de Défense et de Sécurité ;
  - Une destruction de l'économie nationale.
5. Ces mensonges et montages **prouvent que certains politiciens burundais avides du pouvoir par force sont à l'origine de fausses informations contenus dans les faux rapports** sur la situation socio-politico-sécuritaires au Burundi.
6. **Violation de l'Accord d'Arusha**: L'Accord d'Arusha est belle et bien respecté par la République du Burundi dans la mesure où le Burundi est gouverné sur base de la loi fondamentale qui émane de l'Accord d'Arusha. C'est l'actuelle Constitution de la République du Burundi.
7. Par contre, ce sont **ces quelques partis politiques et acteurs politiques qui veulent rendre nul cette Constitutions et les Accords d'Arusha**. En effet, à la page 17, point V, Ils proposent un nouvel Accord qui annule l'Actuelle Constitution de la République et l'Accord d'Arusha. C'est scandaleux. Ainsi:
- **Au point 5.1**, ils osent proposer **la mise en place des institutions consensuelles de mise en œuvre du nouvel Accord**. Or nous ***sommes dans un dialogue, d'où il faut au moins une Feuille de Route*** ;
  - **Au point 5.2**, plus grave encore, ils proposent la mise en place d'un Mécanisme Conjoint de suivi-évaluation composé des Burundais, ***des Nations Unies qui assureraient le Présidence***, de l'UA et de l'EAC en dernier lieu. Cela prouve qu'ils n'ont pas confiance à l'EAC qui a la question dans ses mains et sont sur la mission des colonisateurs. ***Or, c'est la Facilitation qui doit accompagner les Burundais dans la mise en application de la Feuille de Route qui sera signée jusqu'à la fin des élections de 2020.***
8. **Au point 4.1.2 a la page 8**, ils s'arrogent le droit de proposer une autre réforme des Forces de Défense et de Sécurité. Or, l'Armée et la Police burundaises sont constituées conformément à l'Accord d'Arusha de 50% Hutu et 50% Tutsi. Ils veulent donc détruire ces institutions en vue de favoriser les Coup d'Etat parce qu'ils ont échoué en 2015.

9. Ils veulent aussi détruire l'Accord d'Arusha en proposant **la suppression de la Commission Vérité et Réconciliation CVR**. Ils ont peur de la mise à jour des actes ignobles qui ont été commis par leurs alliés sous la couverture des colonisateurs. C'est dommage.
10. **Révision du Code Minier**: Ils proposent la révision du Code Minier dans la mesure ils ont hypothéqué notre pays chez leurs patrons qui sont colonisateurs. Ils ont donc trahi le Peuple Burundais en vendant nos minerais aux étrangers qui les financent.
11. **Certains signataires de leur document s'autoproclament Présidents des Partis Politiques alors qu'ils ne le sont pas**. C'est le cas de l'Hon RWASA Agaton qui est un acteur politique indépendant, de l'actrice politique Marina BARAMPAMA car le Président de l'UPD-ZIGAMIBANGA est **Monsieur Kassim Abdoul** et du Professeur Evariste NGAYIMPENDA car le Président du Parti UPRONA est **Monsieur Abel GASHATSI**. Ces acteurs politiques sont des tricheurs.
12. En fin, ils veulent concrétiser le putsch du 13 mai 2015 en proposant un Gouvernement qui n'est pas issu des élections. C'est un rêve.

## II. GROUPE DE 3 PERSONNES QUI SE SONT RETIREES DU GROUPE COMPOSE DE LA SOCIETE CIVILE, DES CONFESSIONS RELIGIEUSES, DES FEMMES, DES JEUNES ET DES MEDIA

1. **Suspension de l'actuelle Commission Vérité et Réconciliation**: C'est un acte qui témoigne l'implication de ces soi-disant membres de la société civile dans l'objectif d'occulter la vérité sur le Burundi car cela a été aussi demandé par certains membres de la société civile impliqués dans le putsch du 13 mai 2015 et qui sont recherchés par la Justice Burundaise.
2. Ils sont étonnants quand **ils réclament la réouverture des médias et des Asbls** qui ont participé au putsch du 13 mai 2015 et dont les responsables sont recherchés par la Justice Burundaise. Ils figurent parmi les 34 putschistes qui sont recherchés. Cela prouve automatiquement qu'ils étaient en faveur de ce putsch.
3. Ils osent demander **un audit sur l'endettement du Burundi en vue de différencier les dettes légales des dettes odieuses, illégales et illégitimes**. Cela constitue la violation flagrante de la souveraineté de la République du Burundi.
4. Ils proposent **un nouvel Accord Additionnel à l'Accord d'Arusha** alors que nous sommes dans un dialogue et non dans les négociations. Ces trois personnes n'ont pas aussi confiance à la Facilitation car ils veulent ajouter les Nations Unies et l'Union Africaine pour le suivi de la mise en application du fameux Accord Additionnel qu'ils proposent.

5. Ces trois personnes reviennent sur des questions qui relèvent de la souveraineté du pays comme la Constitution de la République, la révision de certaines lois, le fonctionnement de certaines institutions étatiques, la sécurité du pays et les questions socio-économiques qui doivent être traités par l'Etat Burundais et son Peuple. Ce n'est pas à Arusha que ces questions doivent être analysées.
6. De tout ce qui précède, les trois personnes qui sont Mme Vestige MBUNDAGU de SOFEPA, Mr Faustin NDIKUMANA de PARCEM et Gabriel RUFYIRI de l'OLUCOM sont des politiciens qui se cachent derrière la société civile. C'est pourquoi ils ont refusé de continuer de travailler dans le groupe des autres et ont préféré boycotter ce groupe deux jours après. C'était sous l'influence de leurs amis politiciens qui ont fait leur groupe informel.

### III. CONCLUSION

7. Le Gouvernement Burundais ne peut en aucun cas cautionner ces propositions de violation de la souveraineté du pays, ne minimiser la Facilitation mandatée par l'EAC, ces mensonges et montages formulés par certains partis politiques et acteurs politiques ainsi les trois soi-disant membres de la société civile.

Fait à Arusha, le 02/12/2017

**LE REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT ET  
ASSISTANT DU MINISTRE DE L'INTEGRATION  
ET DE LA FORMATION PATRIOTIQUE,**

**Thérance NTAHIRAJA.-**